

DOSSIER DE PRESSE

Commission Permanente du Conseil régional
du Grand Est

Vendredi 24 janvier 2025

SOMMAIRE

La Région Grand Est soutient la population ukrainienne de Kharkiv.....	page 3
Relier les territoires, préparer l'avenir : la Région au service du transport d'aujourd'hui et de demain	page 4
La Région Grand Est investit plus de 105 millions d'euros pour les formations sanitaires et sociales en 2025	page 5
La Région Grand Est accompagne l'implantation de la Gigafactory Holosolis à Hambach..	page 6
Au cœur de l'alimentation durable et locale, la Région Grand Est lance un nouvel appel à projets.....	page 7
Développer le tourisme durable et de savoir-faire en Grand Est.....	page 8
La Région Grand Est soutient la vie associative dans les territoires ruraux.....	page 9
La Région Grand Est mobilisée pour Mayotte : une aide exceptionnelle de 300 000 euros	page 10
AUTRE POINT	page 11
Vacances pour tous : le Grand Est continue d'attirer les 18-25 ans	

La Région Grand Est soutient la population ukrainienne de Kharkiv

La Région Grand Est poursuit son engagement auprès de la population ukrainienne en attribuant plus de 50 000 euros à l'Oblast de Kharkiv. Ce soutien financier permettra notamment de réaménager deux abris anti-bombardements, l'un dans une école spécialisée pour les enfants en situation de handicap, l'autre au sein d'un hôpital, mais également d'accompagner les acteurs économiques de la Région.

A la suite de l'invasion en février 2022 de l'Ukraine par la Russie et au déclenchement d'une guerre sur le sol européen, la Région Grand Est s'est mobilisée en déployant de multiples mesures d'urgence (politiques, matérielles, humanitaires, techniques) représentant un soutien financier de plus de 900 000 euros.

Dans la continuité de cet engagement, les élus de la Commission permanente de ce jour ont approuvé un nouveau soutien financier de 50 300 euros afin d'offrir un accompagnement et un appui à l'Oblast de Kharkiv pour la protection des populations civiles, la résilience et la reconstruction de son territoire. Par ailleurs, un cofinancement à hauteur de 189 500 euros est attendu de la part du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) pour la réalisation de ce projet.

Réfections d'abris anti-bombardements

En lien avec les autorités locales de Kharkiv, la Région Grand Est avec l'appui de l'ONG ACTED, a identifié plusieurs sites nécessitant des réparations urgentes. Ainsi, la Région Grand Est a attribué, à l'ONG, 35 000 euros pour rénover et aménager deux abris anti-bombardements.

Dans le détail, la rénovation de sous-sols (travaux sur les installations d'eau, création de salles, installations de mobiliers, etc.) au sein de l'école spécialisée pour les enfants en situation de handicap permettra de garantir leur sécurité et celle du personnel lors des attaques, en fournissant un espace de protection adapté. Cela favorisera également la réouverture de l'établissement, permettant le retour des élèves en présentiel et la continuité des activités éducatives pour ces jeunes.

De même, la réhabilitation d'un espace de 1 220 m², destiné à abriter plus de 800 personnes, au sein de l'hôpital permettra de garantir la sécurité des patients et du personnel médical. Les travaux garantiront aussi le maintien des opérations de l'hôpital, assurant ainsi la continuité des soins et des consultations (156 000 chaque année).

Relier les territoires, préparer l'avenir : la Région au service du transport d'aujourd'hui et de demain

Dans un contexte de transition écologique et de besoins croissants en mobilité, la Région Grand Est redouble d'efforts pour garantir à ses habitants un réseau ferroviaire performant et durable.

Qu'il s'agisse de rétablir des liaisons clés comme Nancy-Lyon ou de moderniser des axes stratégiques à travers l'électrification de la ligne Paris-Troyes, chaque projet vise à renforcer la connectivité et la fiabilité tout en réduisant l'empreinte écologique des transports. En partenariat avec l'État et les collectivités locales, la Région œuvre pour un réseau adapté aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Nancy-Lyon : une liaison ferroviaire de nouveau opérationnelle grâce à un engagement fort de la Région Grand Est

Après des années d'interruption, la liaison ferroviaire directe entre Nancy et Lyon, indispensable pour la connectivité entre le Grand Est et le Sud-Est, a repris du service le 15 décembre 2024, grâce à une mobilisation déterminante de la Région.

Jusqu'à la fin des vacances de Noël, environ **5 600 réservations** ont été enregistrées, soit une moyenne d'environ **130 voyageurs par train**, auxquels s'ajoutent ceux ayant opté pour des trajets sans réservation.

Ces chiffres prometteurs témoignent de l'intérêt des voyageurs pour cette nouvelle offre de mobilité, rendue possible grâce à un investissement de plus de **20 millions d'euros par la Région sur la période 2025-2028**. **Ce montant, représentant près de la moitié du financement des collectivités locales**, a permis de réhabiliter cette liaison stratégique. **Trois rames Régiolis ont également été mises à disposition**, renforçant l'engagement concret pour une mobilité interrégionale accrue.

Ce projet, fruit d'une coopération avec l'État et les collectivités locales, répond aux besoins croissants de mobilité entre la Lorraine et le Sud-Est et contribue à un aménagement du territoire équilibré. La ligne intercités, intégrée au réseau des Trains d'Équilibre du Territoire (TET), propose ainsi un aller-retour quotidien, desservant notamment Toul, Neufchâteau, Dijon et Lyon-Part-Dieu. Grâce à une reconnaissance des abonnements de la Région Grand Est, les abonnés TER Fluo peuvent emprunter ces trains jusqu'à Culmont-Chalindrey.

Dès 2029, l'État assumera le financement intégral de la ligne, confirmant sa place essentielle pour les déplacements du quotidien et les connexions interrégionales.

Une mobilité durable en action : l'électrification de la ligne Paris-Troyes entre dans une nouvelle phase

La Région Grand Est continue de moderniser le réseau ferroviaire pour proposer des solutions de transport plus performantes et durables. L'électrification de la ligne Paris-Troyes, un projet majeur pour les habitants et les voyageurs, marque une étape essentielle vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement et adaptée aux besoins du territoire.

Avec près de **40 millions d'euros** investis depuis le début des travaux entrepris sur la ligne Paris-Troyes, la Région s'affirme comme un partenaire clé de ce projet structurant.

Après avoir soutenu la première phase entre Gretz-Armainvilliers et Nogent-sur-Seine, mise en service en 2022, la Région s'engage à financer la seconde phase entre **Nogent-sur-Seine et Troyes**, prévue entre 2025 et 2028. Ces opérations bénéficient d'un soutien financier de la Région de **17,6 millions d'euros**.

Menés en partenariat avec l'État, les départements et les collectivités locales, ces travaux visent à réduire les temps de trajet, améliorer la ponctualité, diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et faciliter l'exploitation de la ligne grâce à l'utilisation de matériel électrique de dernière génération.

La Région Grand Est investit plus de 105 millions d'euros pour les formations sanitaires et sociales en 2025

Face à des besoins croissants en professionnels de santé, la Région Grand Est poursuit son soutien aux instituts de formation. Pour l'année 2025, plus de 105 millions d'euros de subventions de fonctionnement sont alloués à 54 établissements, affirmant l'engagement régional en faveur de formations essentielles à l'équilibre des territoires, et permettant ainsi d'assurer un système de santé et de solidarité durables, capable de répondre avec efficacité aux défis de santé de demain.

La formation aux métiers de la santé et du social est en effet un tremplin stratégique pour garantir un accès équitable aux soins dans notre région. Ces investissements témoignent de l'engagement sans faille de la Région pour répondre aux attentes des citoyens, en leur garantissant un suivi médical de qualité, quel que soit leur lieu de résidence.

Un investissement clé pour faire face aux défis de demain

Dans un contexte de vieillissement de la population et de tensions sur le recrutement dans les métiers de la santé et du social, ces fonds permettent d'assurer la qualité pédagogique et la viabilité des formations initiales pour les infirmiers, aides-soignants, ambulanciers et autres professionnels essentiels.

La Région a également pris des mesures pour garantir l'équilibre financier des établissements, conformément aux lois de décentralisation, et en étroite collaboration avec les Agences Régionales de Santé (ARS). Ces subventions, dites d'équilibre, couvrent la différence entre les charges et les recettes d'exploitation des instituts.

Des moyens pour territorialiser les formations

La Région soutient également la territorialisation des formations, afin de répondre aux besoins spécifiques des territoires ruraux et urbains.

➤ A titre d'exemple, la modernisation des locaux des Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) et d'Aides-Soignants (IFAS) à Épinal (88), pour offrir aux étudiants des infrastructures adaptées, incluant des espaces modernes et des outils pédagogiques innovants. Ces bâtiments réhabilités accueilleront en 2025 jusqu'à 285 apprenants.

Des engagements malgré un contexte de contrainte budgétaire

Malgré le contexte financier contraint, la Région alloue 90,4 millions d'euros pour les formations en santé et 14,8 millions d'euros pour les formations sociales, montrant ainsi une volonté ferme d'investir dans l'avenir des métiers essentiels à la santé publique et à la solidarité sociale.

Les subventions seront versées sous forme d'avances mensuelles pour les établissements publics, et selon des conventions annuelles pour les structures privées. Une évaluation en cours d'année permettra d'ajuster les montants en fonction des besoins réels et des capacités financières de la Région.

La Région Grand Est accompagne l'implantation de la Gigafactory Holosolis à Hambach

La Région Grand Est renforce son engagement en faveur de la transition énergétique et industrielle en attribuant une subvention d'un million d'euros pour soutenir le projet Holosolis à Hambach (Moselle). Cette initiative marque une avancée majeure dans l'implantation d'une Gigafactory photovoltaïque de pointe, symbole de la réindustrialisation durable et de la souveraineté énergétique européenne.

Un soutien régional stratégique

La subvention régionale d'un million d'euros pour accompagner le financement d'une ligne de production vient en complément des 3 millions d'euros apportés par la Région en février 2024 pour la phase d'études préalables.

Ce soutien témoigne de la volonté de la Région Grand Est de favoriser les projets qui répondent aux défis environnementaux tout en stimulant l'économie locale. Avec l'implantation d'Holosolis, la Région confirme son rôle de premier plan dans la transition écologique et industrielle.

Holosolis : un projet d'envergure nationale et européenne

Créée en 2022, la société Holosolis a pour ambition de bâtir à Hambach une usine novatrice dotée de technologies à faible impact environnemental. Avec une activité dite « net zéro », cette usine vise à contribuer à l'objectif européen de produire 40 % des technologies vertes localement d'ici 2030.

Le projet Holosolis se distingue par des technologies de pointe en matière de photovoltaïque, qui offrent des performances énergétiques inégalées. L'usine vise une production annuelle de 5 GW de panneaux photovoltaïques, ce qui représente l'alimentation énergétique d'un million de foyers, soit l'équivalent de la ville de Strasbourg et de son agglomération. Ce volume pourrait atteindre 7 GW à terme, consolidant sa place comme la plus grande usine de ce type en Europe.

En plus de ses apports environnementaux, le projet génère des retombées socio-économiques significatives. 165 embauches sont prévues d'ici 2026.

Les travaux devraient démarrer à la fin du 1^{er} trimestre 2026 pour s'achever fin 2027.

Au cœur de l'alimentation durable et locale, la Région Grand Est lance un nouvel appel à projets

Dans les territoires du Grand Est, l'engagement pour une agriculture locale et respectueuse de l'environnement prend une nouvelle dimension. La Région Grand Est lance la 2^e édition de son Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) intitulé « Facilitateur de Sourcing Local », une initiative qui s'inscrit dans le cadre du programme ADAGE (Alimentation Durable et Autonome en Grand Est). Avec une enveloppe de 200 000 euros, cette action vise à renforcer les circuits courts et valoriser des produits alimentaires locaux et de qualité dans la restauration collective.

Depuis son lancement en 2024, le réseau des facilitateurs de sourcing local s'appuie sur des outils tels que la Charte des facilitateurs et un parcours d'accompagnement conçu pour les acheteurs publics. En 2025, la Région franchit une nouvelle étape. Cette fois, les lycées publics et les collectifs d'acheteurs seront les priorités. L'objectif est clair : les soutenir dans leurs démarches d'approvisionnement local et durable, tout en restant en parfaite conformité avec le code de la commande publique.

Qui est concerné ?

Cet AMI s'adresse aux collectivités, associations et organismes professionnels du Grand Est. Pour candidater, il faut démontrer une connaissance fine du territoire, une expertise avérée dans les filières agricoles locales et une capacité à relier efficacement les acheteurs publics aux producteurs locaux. Les critères de la Charte des facilitateurs serviront de guide pour évaluer les projets.

Un engagement pour l'avenir

L'édition 2025 s'inscrit dans une dynamique ambitieuse. Optimiser les circuits courts, accompagner les acheteurs publics et promouvoir la souveraineté alimentaire. Les candidats retenus bénéficieront d'un financement régional, mais aussi d'un appui stratégique de la Région et de ses partenaires. Des indicateurs précis seront développés pour suivre les progrès et ajuster les moyens mis en œuvre.

Une vision portée par le programme ADAGE

Au cœur de cette initiative se trouve ADAGE, un programme régional qui mobilise l'ensemble des acteurs régionaux pour une alimentation durable pour tous et qui déploie depuis juin 2022 des actions autour de quatre grands axes : sécurisation des achats, structuration des filières, changement de pratiques et enjeux collectifs. En lançant cet appel à manifestation, la Région Grand Est continue d'incarner une ambition forte : accompagner la transition agricole et alimentaire pour le bien-être de ses habitants.

Développer le tourisme durable et de savoir-faire en Grand Est

Avec un soutien de 3 millions d'euros dédié au tourisme durable et un accompagnement ciblé pour le développement du tourisme de savoir-faire, la Région Grand Est réaffirme son ambition : conjuguer attractivité économique et respect de l'environnement. L'objectif de ces appels à projets est de transformer les pratiques touristiques sur le territoire, d'y intégrer les entreprises et industriels pour favoriser leur visibilité, et d'accompagner des projets à la fois avant-gardistes et éco-responsables.

Respecter l'environnement tout en étant attractif

La Région Grand Est lance la deuxième édition de son appel à projets pour un tourisme durable, doté d'une enveloppe de 3 millions d'euros. Face aux défis climatiques, cette initiative vise à encourager des projets touristiques responsables, innovants et exemplaires sur le plan environnemental, portés par des opérateurs privés.

Cet appel s'adresse à des projets d'envergure, avec un investissement global minimum de 5 millions d'euros, et s'inscrivant en zone rurale. Les projets retenus devront proposer une offre originale et marquante afin de renforcer l'attractivité du Grand Est, tout en respectant des critères stricts : certifications environnementales, faible empreinte écologique, promotion des circuits courts et accessibilité douce.

Lors de la première édition, sept lauréats ont pu bénéficier du dispositif pour un montant de 4,2 millions de subventions et un investissement total de 61 millions d'euros. Cela représente un potentiel de 180 emplois créés. La construction d'un parc résidentiel de loisirs dans le secteur de Freyming-Merlebach et Saint-Avoid en Moselle, comprenant 30 cabanes sur pilotis ou perchées dans les arbres, ainsi que la construction d'un hôtel écologique de 40 chambres à Truchtersheim en Alsace, font partie des projets emblématiques soutenus par ce dispositif.

La Région prévoit un accompagnement renforcé avec des partenaires tels que la Banque des Territoires, l'ADEME et Grand E-Nov+. Les projets pourront bénéficier d'une aide régionale allant jusqu'à 20 % de l'investissement global, plafonnée à 1 million d'euros par projet.

Les dossiers doivent être déposés avant le 31 juillet 2025.

Soutenir les entreprises et les industriels avec le tourisme de savoir-faire

Le tourisme de savoir-faire (ou industriel) est en plein essor en France avec 20 millions de visiteurs en 2022. Le soutien à cette filière permet de promouvoir le savoir-faire local tout en générant des retombées économiques directes pour les entreprises. En attirant les touristes sur leurs sites de productions, elles gagnent également en visibilité et peuvent susciter des vocations chez le jeune public.

Dans ce contexte, et en partenariat avec l'Etat, la Région Grand Est lance une 2^{ème} édition d'appel à projets afin de développer cette offre sur le territoire. L'aide apportée est plafonnée à 300 000 euros par projet et ne doit pas excéder 50% du coût total du projet. L'entreprise doit également intégrer des enjeux de développement durable.

Lors de la première édition, la Cristallerie de Montbronn a par exemple été accompagnée par la Région avec une subvention de 172 884 euros, dans son projet d'ouverture au public afin d'améliorer sa notoriété, d'augmenter ses ventes directes et de valoriser la savoir-faire de ses employés. 4 000 visiteurs étaient attendus la première année et deux emplois touristiques devraient être créés en 2026.

Pour être éligibles, les entreprises candidates doivent faire découvrir une partie de leur processus de production ou de fabrication, être ouvertes à la visite au moins 80 jours par an et enfin avoir été expertisées au préalable par un cabinet spécialisé en ingénierie touristique ou en tourisme de savoir-faire. Trois sessions de dépôt des dossiers sont prévues entre juillet 2025 et le 1^{er} mars 2026.

La Région Grand Est soutient la vie associative dans les territoires ruraux

La Région Grand Est s'engage aux côtés des associations en lançant le dispositif « ELAN Ruralité/Villages en fête ». Ce dispositif offre aux associations des territoires ruraux, dont le fonctionnement repose exclusivement sur le bénévolat, une aide forfaitaire de 1 000 euros pour l'organisation de manifestations et d'animations de village.

Près de 90 % des associations fonctionnent uniquement grâce aux bénévoles

Malgré les conséquences des crises récentes sur leurs activités sociales et économiques, les associations continuent de porter et de diffuser des valeurs primordiales dans nos sociétés comme l'entraide et la solidarité. Sur le territoire régional, on comptabilise environ 105 000 associations dont 94 000 (près de 90 %) fonctionnent et se développent uniquement par le biais de bénévoles. On dénombre entre 1 100 000 et 1 150 000 bénévoles dans tout le Grand Est.

Consciente que les associations constituent en partie le ciment du « Faire Ensemble », la Région Grand Est s'engage à leurs côtés. Ainsi, pour les soutenir dans le cadre du Pacte pour les ruralités, adopté en avril 2024, la Région lance le dispositif « ELAN Ruralité/Villages en fête ».

Favoriser l'animation des territoires et renforcer le lien social

Facilement mobilisable et agile, le dispositif « ELAN Ruralité/Villages en fête » va permettre de soutenir des manifestations de type fêtes de village, ludiques et conviviales, favorisant l'animation des territoires et renforçant le lien social et intergénérationnel.

Les associations seront sélectionnées à l'issue d'un appel à projet dont le premier sera lancé au cours du premier semestre 2025.

La Région Grand Est mobilisée pour Mayotte : une aide exceptionnelle de 300 000 euros

A l'occasion de la Commission permanente du vendredi 24 janvier 2025, les élus de la Région Grand Est ont voté une aide exceptionnelle de 300 000 euros qui viendra alimenter le fonds de solidarité de Régions de France en soutien à Mayotte. Cette décision marque un geste fort de solidarité envers l'île, actuellement confrontée à des défis sociaux, économiques et environnementaux majeurs dus au cyclone Chido qui l'a frappée en décembre dernier.

Franck Leroy, Président de la Région Grand Est, a exprimé la mobilisation des citoyens du Grand Est en faveur de leurs compatriotes mahorais, particulièrement touchés par des épreuves récentes. Cette démarche incarne les valeurs de coopération et de fraternité qui animent les collectivités territoriales.

Cette aide exceptionnelle viendra alimenter le « Fonds de solidarité pour Mayotte » créé par l'association Régions de France et sera allouée à des projets prioritaires identifiés en concertation avec les acteurs locaux et nationaux. L'objectif est de répondre aux besoins urgents des Mahorais, tout en renforçant l'accès aux services essentiels.

Par cet engagement concret, la Région Grand Est réaffirme son attachement à la solidarité nationale et entre les territoires. Cette initiative vise également à rappeler que la cohésion et l'unité du pays passent par un soutien fort à ceux qui en ont le plus besoin.

AUTRE POINT

Vacances pour tous : le Grand Est continue d'attirer les 18-25 ans

Chaque année, de nombreux jeunes n'ont pas la chance de pouvoir partir en vacances, faute de moyens financiers. Consciente de cette réalité, la Région Grand Est continue de s'engager pour favoriser l'accès aux vacances pour tous. Dans cette optique, elle renouvelle son partenariat avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) en 2025, avec une enveloppe de 100 000 euros.

Ce dispositif permet à des jeunes de 18 à 25 ans, issus de tout le pays, de découvrir les richesses touristiques du Grand Est à des tarifs très accessibles, avec des séjours dans des hébergements touristiques pour seulement quelques euros. Depuis 2022, ce partenariat a déjà permis à 3 200 jeunes de partir en vacances, dont 28 % originaires d'Île-de-France et 19 % du Grand Est.

En renouvelant cet engagement, la Région ambitionne d'accueillir 2 000 jeunes dans le Grand Est en 2025 et un total de 8 000 d'ici 2028.